

leur activité et leur influence sur les contemporains, menaçaient l'existence de l'ancien ordre politique et social basé sur des principes religieux et politiques qui avaient fait leur preuve pendant des siècles. Toute forme d'évolution ou de changement ne pouvait avoir que des conséquences funestes à ses yeux.

Les chapitres précédents ont déjà montré que chez Feller le défenseur de l'autel tenait le pas sur le défenseur du trône ; un souverain qui veut subordonner l'Eglise à son autorité ou qui sape d'une manière quelconque les bases religieuses de l'édifice politique et social dont il est le chef perd le droit de gouverner. Par un effet de rétrospective dans le passé, il voit des fautes dans certaines mesures de Marie-Thérèse qu'il ne lui avait pas reprochées autrefois ; pour ne pas souiller la mémoire d'une souveraine généralement estimée, il dit qu'elle avait été souvent trompée. C'est de ce point de vue qu'il faut juger les principes politiques de Feller. L'Autriche de ce temps était le pays le mieux administré et le mieux gouverné de l'Europe ; mais les Habsbourg et en général les absolutistes éclairés ne distribuaient la science politique que très parcimonieusement. Les rares élus se recrutaient presque exclusivement dans les familles qui avaient rendu depuis des siècles de grands services à leur dynastie, les simples sujets étaient tenus autant que possible à l'écart des affaires politiques. Même un homme comme DOMINIQUE DE FELLER qui avait été successivement secrétaire d'une gouvernante générale et du Conseil de Brabant ne devait être qu'un bureaucrate consciencieux et strictement soumis à ses chefs. Telle est la raison qui explique le manque de gens qualifiés pour diriger des affaires publiques et gouverner un Etat quand les Belges eurent chassé fin 1789 les troupes autrichiennes de leur pays, ainsi que de l'existence éphémère des Etats Belgiques Unis. Mais pour Feller, le seul fait que van der Noot avait révoqué les réformes religieuses de Joseph II justifiait sa manière d'agir et lui semblait une garantie suffisante de ses aptitudes politiques et du succès final des Belges, puisqu'ils avaient bien droit à la protection de la Providence.

Telles étaient les grandes lignes de sa pensée politique pendant cette époque où il était le conseiller du cardinal Frankenberg. Aucun texte ne parle de relations personnelles avec van der Noot ou un autre chef de la révolution brabançonne. Très habile à réfuter avec une plume alerte et parfois sarcastique les idées d'hommes qu'il considérait comme dangereux, il était excellent journaliste à une époque où les rapports entre le journalisme et la politique étaient plutôt accidentels et où la presse ne pouvait exercer une influence que sur une petite minorité de gens aisés et cultivés. Quoique Feller ait approuvé nettement la révolte des Brabançons contre leur duc dont il avait attaqué en termes très violents les méthodes gouvernementales, il n'avait rien d'un tribun populaire habile à manier les foules et à vivre en contact étroit avec elles ; ce manque explique en partie son admiration et sa confiance absolument injustifiées pour VAN DER NOOT, habile agitateur, aussi dépourvu de talents que de scrupules.

Parmi les nombreux jésuites qui ont joué un rôle remarquable en politique, on pourrait citer aussi les Luxembourgeois SAMIER et Guillaume LAMORMESNIL ; on sait que sous l'ancien régime, on considérait les études théologiques comme une excellente préparation à la diplomatie. Feller